

Revue Atlantis : Numéro spécial « *Sexual Economics* »

Diane-Gabrielle Tremblay

Volume 13, Number 2, 2000

Communications

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/058115ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/058115ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, D.-G. (2000). Review of [Revue Atlantis : Numéro spécial « *Sexual Economics* »]. *Recherches féministes*, 13(2), 177–179.

<https://doi.org/10.7202/058115ar>

tations que ces discours construisent, discours insistant tour à tour sur l'acceptabilité, voire la nécessité, de ces techniques pour un partage équitable des risques liés à la contraception « dure » et sur l'impossibilité de s'en remettre aux hommes pour une question aussi cruciale.

Marie-Josèphe Dhavernas Levy clôt ce numéro avec un texte intitulé : « Reproduction médicalisée, temps et différence ». Après avoir traité des angoisses suscitées par ce qui a d'abord été désigné comme les « nouvelles techniques de reproduction », puis la procréation médicalement assistée, et des inquiétudes plus récentes liées au clonage avec la naissance de la brebis Dolly, cette auteure poursuit son questionnement (p. 187) :

Comment savoir si les changements examinés plus haut relèvent de la déstabilisation passagère ou sont destinés à avoir un retentissement profond sur notre façon d'envisager la parenté, la filiation et, à travers elle, la famille et les relations entre les sexes ? Et dans ce cas, si les effets se révéleront favorables à l'égalité entre hommes et femmes ou bien sont appelés à renforcer les inégalités ? Il est seulement probable que les réponses prématurées ne seront pas les bonnes, mais il reste à savoir si les questions elles-mêmes sont celles qui se révéleront pertinentes.

C'est à cette auteure que revient le mot de la fin de ce numéro qui met à jour l'état de la question concernant les « nouvelles techniques de reproduction », car qui dira, comme le maintient Dominique Thauvenin (1990), si le fait d'assimiler le droit à l'avortement à celui de la femme sur son corps ne relèverait pas d'un profond malentendu ?

BIBIANE BÉLAND
Département d'anthropologie
Université Laval

— RÉFÉRENCE

THAUVENIN, Dominique

1990 « Le droit aussi à ses limites », in Jacques Testart (dir.), *Le magasin des enfants*. Paris, François Bourin : 219-237.

— Revue *Atlantis*

Numéro spécial « Sexual Economics ».

Volume 23, numéro 2, printemps 1999, 164 p.

Ce numéro de la revue *Atlantis* porte sur un thème particulier, soit « Sexual Economics ». Il est en fait difficile de traduire le sens exact de ce titre, puisque le numéro traite de discrimination, d'une économiste féministe, du féminisme au Bangladesh, de l'expérience d'une femme ayant travaillé comme gestionnaire responsable de l'équité en emploi, et ainsi de suite. La revue n'est évidemment pas une revue d'économie, ni même

de sciences sociales, et c'est ce qui explique la diversité des articles. Soulignons aussi que ce numéro particulier a été réalisé en hommage à Michèle Pujol, économiste féministe canadienne, décédée il y a quelques années. Quelques poésies rédigées par celle-ci ont d'ailleurs été incluses dans le numéro, la revue comportant souvent des éléments littéraires ou artistiques dans ses pages.

Ainsi, le numéro est intéressant du point de vue de sa diversité et pour l'hommage bien mérité qu'il rend à Michèle Pujol. Si l'on devait retenir un point important du numéro, ce serait sans doute l'introduction de Marjorie Griffin Cohen et son incitation à relire l'ouvrage de Michèle Pujol, *Feminism and Anti-Feminism in Early Economic Thought*. Cet ouvrage est important puisque Pujol y montre que les économistes d'alors n'ont pas négligé d'inclure les femmes dans l'économie par mégarde, ou refusé une économie plus inclusive, mais qu'il s'agissait dès cette époque d'un rejet conscient de l'analyse féministe. Pujol étudie les travaux d'économistes féministes de l'époque, comme Mill, Taylor, Bodichon et d'autres. Elle montre que les approches alternatives existaient déjà à ce moment-là et qu'elles ont été rejetées par les économistes « standard ». Ainsi, l'ouvrage de Pujol est extrêmement bien documenté et intéressera non seulement les économistes mais aussi l'ensemble des chercheuses et des chercheurs en sciences sociales.

Pour ce qui est des autres articles, ils explorent divers sujets liés à l'économie sous un angle féministe. Certains traitent de sujets proches de ceux qu'abordait Michèle Pujol. C'est le cas de Frances Woolley, qui examine les différences méthodologiques entre l'économie du bien-être néoclassique et la vision féministe, dans un article fort intéressant et bien documenté qui montre comment les féministes peuvent évaluer les politiques économiques.

Dans son article, Fiona MacPhail analyse les débats actuels au sujet des inégalités croissantes et illustre surtout que le fait de ne pas considérer à cet égard le travail maternel pose problème : à vrai dire, cela devrait être inclus dans les facteurs qui font qu'une personne entre dans les statistiques concernant la pauvreté.

Un certain nombre d'articles traitent directement de politique économique et de son incidence sur les femmes. Katherine Side s'exprime au sujet des politiques économiques de droite de Harris. Son article est intéressant puisqu'il traite de la vision des pratiques de soutien qu'ont les femmes et qui sont apparemment incluses dans cette politique de Harris; elle présente une vision différente de la perception exposée dans la politique en question. Dans le contexte de l'économie sociale au Québec, économie sociale qui repose aussi beaucoup sur le travail des femmes, son article présente un certain intérêt, même s'il porte sur une politique ontarienne.

L'article le plus intéressant est sans conteste, à mes yeux, celui de Karen Hadley parce qu'il traite d'un sujet lié à l'économie du travail et l'organisation du travail, et que ces thèmes de recherche sont aussi les miens. Son article étudie la restructuration intervenue à Northern Telecom et analyse les effets à court terme et à plus long terme du développement du travail en équipe dans cette entreprise. Hadley montre que, si les femmes ont d'abord été fort intéressées par l'enrichissement des tâches et le travail en équipe, les effets à long terme dans cette organisation ont été moins intéressants. Cependant, l'analyse est peut-être à critiquer puisqu'on parle de délocalisation d'emplois : voilà certes un effet négatif direct pour les personnes qui perdent leur emploi, mais l'auteure semble

indiquer qu'il s'agit d'une conséquence directe du travail en équipe. Bien entendu, les rationalisations d'entreprises ont une incidence importante. Toutefois, il n'est pas fréquent que l'on passe d'une stratégie de développement d'autonomie à une délocalisation. En général, on peut observer des pertes d'emplois dans le pays ou la région en question, mais rarement une délocalisation, puisqu'il s'agit alors d'un changement de stratégie.

Un article de Zena Seldon et de Dawn Farough étudie les pratiques discriminatoires des entreprises financières qui octroient des crédits hypothécaires aux femmes. Peu d'études ayant été faites sur ce thème, leur article est très intéressant, même s'il devrait être complété par d'autres études et ne vaut pas nécessairement pour le Québec.

La revue comprend aussi un certain nombre de recensions, de poèmes et d'autres articles, sur les effets de la mondialisation en Inde, sur les conséquences du fondamentalisme religieux et du féminisme en Asie du Sud-Est et, enfin, sur les expériences de diplômées de *womens' studies* qui entrent sur le marché du travail.

La revue *Atlantis* continue ainsi de présenter des numéros intéressants pour les féministes. Insistons en particulier dans ce cas-ci sur cet hommage important à l'économiste féministe Michèle Pujol.

DIANE-GABRIELLE TREMBLAY
Télé-université

—• **Linda Briskin et Mona Eliasson (dir.)**

Women's Organizing and Public Policy in Canada and Sweden.

Montréal et Kingston, Londres-Ithaca,

McGill-Queen's University Press, 1999, 384 p.

Linda Briskin et Mona Eliasson proposent ici une étude comparative des efforts de mobilisation du mouvement des femmes à l'endroit des politiques publiques au Canada et en Suède. Malgré l'apparente similitude, ces deux pays présentent des orientations politiques distinctes : le Canada étant de tendance libérale, à l'instar des États-Unis, de l'Australie et de la Grande-Bretagne (O'Connor, Orloff et Shaver 1999), alors que la Suède affiche une orientation résolument social-démocrate. Les analyses comparatives portant sur les politiques publiques et leurs effets différenciés selon le genre sont stimulantes et particulièrement éclairantes. Cependant, *Women's Organizing and Public Policy in Canada and Sweden* se distingue avec une collection d'articles dont le point de départ est le mouvement des femmes et ses multiples stratégies de mobilisation. Mis à part l'introduction et deux articles du volume, chacun des textes thématiques ont été écrits par deux spécialistes : l'une canadienne et l'autre suédoise. L'ensemble est divisé en trois sections. La première remet en question les frontières habituelles de l'État pour s'intéresser à l'immigration et à l'intégration régionale découlant de l'Union européenne et de l'Accord de libre-échange nord-américain. La deuxième section se penche sur les modes organisationnels privilégiés par les mouvements des femmes du Canada et de la Suède : partis politiques,